

## 2. Les conséquences économiques des conflits

Les conflits armés, sous leurs différentes formes et manifestations, sont encore très répandus dans le monde<sup>1</sup>. Après la diminution du nombre et du degré d'intensité des conflits en Afrique subsaharienne amorcée au début des années 2000, la région a connu un regain de violence ces dernières années, parallèlement à l'augmentation des conflits dans le reste du monde. Dans l'ensemble, environ un tiers des pays de la région ont été touchés par un conflit ces dernières années.

Comme l'histoire l'a souvent montré, les conflits sont la cause de souffrances humaines incommensurables et engendrent des coûts élevés sur les plans économique et social. Les pertes de vies humaines, la destruction d'infrastructures, de capital humain et d'institutions, l'instabilité politique et les incertitudes accrues liées aux conflits peuvent entraver l'investissement et la croissance économique, non seulement au moment des affrontements, mais aussi après, rendant difficile une sortie du « piège du conflit »<sup>2</sup>. En outre, les conflits pèsent généralement sur les dépenses publiques : les recettes tendent à diminuer, du fait de la réduction de l'assiette fiscale, et les recettes militaires, à augmenter. Il s'ensuit un accroissement du déficit budgétaire et de la dette publique ainsi qu'une réorientation des ressources au détriment des dépenses sociales et de développement, ce qui accentue encore la fragilisation des économies due aux conflits.

À l'échelle régionale, les conflits posent un problème supplémentaire du fait des risques de répercussion. Les conflits peuvent se propager aux pays voisins — répercussions directes (Hegre et Sambanis, 2006) —, mais aussi avoir des répercussions indirectes : ralentissement de l'activité économique (par exemple, sous l'effet d'une accentuation des incertitudes ou d'une perturbation des échanges) ou émergence de pressions sociales (en raison, notamment, de l'afflux massif de réfugiés) dans les pays proches, même lorsque ces pays ne prennent pas part au conflit (Murdoch et Sandler, 2002 ; Gomez *et al.*, 2010 ; Qureshi, 2013).

Dans ce contexte, le présent chapitre examine les conséquences économiques des conflits en Afrique subsaharienne en cherchant à répondre à quatre grandes questions :

- Comment ont évolué le nombre et le degré d'intensité des conflits au cours du temps ?
- Quelles sont les conséquences, directes et indirectes (via les effets de contagion), des conflits sur la croissance économique ?
- Comment les conflits ralentissent-ils la croissance économique ?
- Quelles sont les incidences budgétaires des conflits ?

L'analyse développée ici, à partir de données au niveau des pays ou des entités administratives régionales sur un échantillon de 45 pays d'Afrique subsaharienne portant sur la période 1989–2017, montre qu'après avoir culminé à la fin des années 90, le nombre de conflits et de décès liés à des conflits a considérablement diminué dans la région durant la première décennie 2000. Cependant, depuis 2010, le nombre de décès liés à des conflits est reparti à la hausse, en particulier dans la région du Sahel, bien qu'il demeure inférieur au niveau observé dans les années 90. En outre, la nature des conflits a changé ces dernières années : les guerres civiles que le continent a longtemps connues ont été, en grande partie, remplacées par des conflits non étatiques, comme les actes de terrorisme qui prennent des civils pour cible.

Les résultats présentés dans ce chapitre montrent que les conséquences économiques des conflits en Afrique subsaharienne sont importantes et persistantes. En moyenne, les pays en situation de conflit enregistrent une perte de croissance annuelle de 3 points de pourcentage par an, dont les effets cumulés sur le PIB par

---

Ce chapitre a été préparé par une équipe dirigée par Siddharth Kothari et composée de Xiangming Fang, Lisa Kolovich, Cameron McLoughlin, Monique Newiak, Rasmane Ouedraogo, Brooke Tenison, Jiaxiong Yao et Mustafa Yenice, placée sous la supervision de Mahvash Qureshi et David Robinson.

<sup>1</sup>Le terme « conflit » est ici pris au sens large utilisé dans la base de données sur les événements violents géoréférencés constituée par l'université d'Uppsala (Georeferenced Event Dataset) et comprend les guerres civiles et les actes de terrorisme. Il n'englobe généralement pas l'activité criminelle. Voir l'annexe en ligne 2.1 pour plus de détails sur les données.

<sup>2</sup>Le concept de « piège du conflit » renvoie au cercle vicieux entre conflits et résultats économiques : les conflits freinent la croissance et le développement, ce qui accroît la probabilité qu'un conflit éclate (Collier et Sambanis, 2002).

habitant s'accroissent au fil du temps. Cet impact se produit essentiellement lors de conflits d'intensité élevée (conflits entraînant au moins 5 décès par million de personnes). Quel que soit leur degré d'intensité, cependant, les conflits qui touchent de grands centres économiques et commerciaux ont une incidence plus forte sur la croissance macroéconomique que ceux qui se produisent dans les zones périphériques. Les conséquences des conflits semblent également dépendre de certaines caractéristiques macroéconomiques : des institutions solides et de bons paramètres budgétaires fondamentaux pourraient en limiter l'ampleur.

La diminution de l'investissement, des échanges et de la productivité, ainsi que de la destruction du capital physique et humain (notamment sous l'effet des déplacements forcés et de la dégradation de l'éducation et des soins de santé) sont les principaux facteurs de ralentissement de la croissance imputables aux conflits. Ensemble, ces facteurs entraînent une baisse durable de la capacité de production de l'économie : d'après une analyse contrefactuelle, un pays en situation de conflit voit son PIB réel amputé de 15 % à 20 % au bout de cinq ans par rapport au PIB réel qu'il aurait obtenu en l'absence de conflit.

Ces résultats à l'échelle nationale sont corroborés par des données satellitaires sur l'éclairage nocturne au niveau des entités administratives régionales, qui montrent une diminution statistiquement significative de l'activité nocturne en Afrique subsaharienne durant les conflits, signe que les conflits ont un fort impact sur la croissance économique à l'échelle locale. En outre, les données à l'échelle des entités administratives régionales font apparaître d'importants effets de contagion, ce qui laisse penser qu'un conflit dans un pays freine également la croissance des régions proches, l'effet sur les autres régions représentant un tiers de l'effet du conflit sur le pays en question.

Tout comme la croissance, les finances publiques se dégradent fortement après un conflit : les recettes fiscales réelles chutent en moyenne de plus de 10 % en cas de conflits d'intensité élevée qu'en l'absence de conflit. Ces résultats ne permettent pas d'affirmer que

les conflits ont un effet statistiquement important sur les dépenses publiques totales, mais montrent qu'en général, la composition des dépenses se modifie : les dépenses de capital diminuent au profit des dépenses militaires. En conséquence, le solde budgétaire se détériore et la dette publique augmente nettement durant un conflit.

Cette analyse met en évidence les coûts élevés supportés par les pays en conflit et les redoutables défis auxquels ils font face, et souligne ainsi la nécessité de les éviter, notamment en favorisant la cohésion sociale et un développement économique qui profite à tous<sup>3</sup>. Dans les pays en conflit, les mesures appliquées devraient viser en priorité à limiter les pertes de capital physique et humain en préservant les dépenses sociales et de développement, et en tentant de préserver le bon fonctionnement des institutions, de façon à atténuer les conséquences économiques délétères des conflits sur le long terme. Il est vrai que la mise en œuvre de telles mesures peut être particulièrement difficile au vu des pressions budgétaires, mais une aide humanitaire coordonnée et bien ciblée et une assistance financière concessionnelle pourraient apporter des ressources bienvenues et créer une marge de manœuvre pour répondre aux ravages causés par les conflits. Par ailleurs, une telle assistance pourrait aussi jouer un rôle essentiel dans les pays souffrant des répercussions des conflits et permettre de protéger les populations déplacées et d'alléger les pressions économiques et sociales qui pèsent souvent sur les pays d'accueil.

## NOMBRE ET DEGRÉ D'INTENSITÉ DES CONFLITS

Lors des dernières décennies, l'Afrique subsaharienne a été marquée par de nombreux conflits, dont le degré d'intensité, la nature et la localisation ont évolué au fil du temps. La région a été particulièrement touchée durant les années 90 : sur la période 1990–99, environ 15 pays en moyenne étaient en situation de conflit (soit environ 35 % des pays de la région ; graphique 2.1)<sup>4</sup>. Cette moyenne est tombée à neuf sur la période 2004–12, parallèlement à la diminution des conflits dans le monde. Mais la tendance s'est inversée

<sup>3</sup>Les études montrent que la faiblesse du développement économique, le manque d'intégration économique, politique et sociale, la dépendance à l'égard des ressources naturelles et l'insuffisance des capacités étatiques sont des causes importantes de conflits (Blattman et Miguel, 2010 ; Banque mondiale et ONU, 2018).

<sup>4</sup>D'après le programme de l'université d'Uppsala sur les données relatives aux conflits (Uppsala Conflict Data Program — UCDP), un pays est considéré comme étant en situation de conflit si l'on recense au moins 25 décès liés au conflit au cours d'une année calendaire. Pour plus de détails, voir l'annexe en ligne 2.1 et Sundberg et Melander (2013).

ces dernières années et le nombre de pays en situation de conflit a culminé à 17 en 2016 (graphique 2.2)<sup>5</sup>.

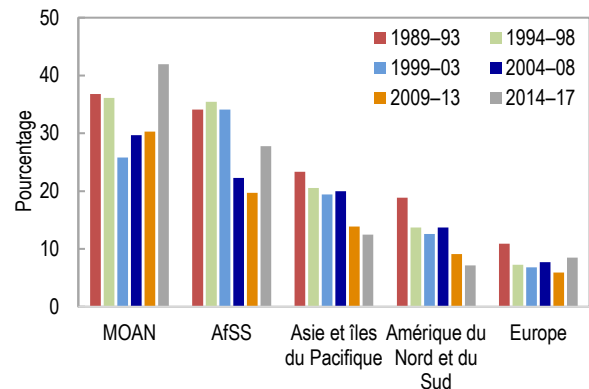
Les conflits en Afrique subsaharienne ont été particulièrement meurtriers. Si le nombre exact de décès liés à des conflits est difficile à déterminer, en particulier dans le cas de conflits de grande envergure et de longue durée, le nombre de décès confirmés atteindrait au moins 825.000 pour la seule décennie commençant en 1990 (plus de deux tiers des décès liés à des conflits dans le monde). Ce lourd bilan s'explique par le génocide des Tutsis au Rwanda, la guerre entre l'Érythrée et l'Éthiopie et les violences prolongées en Angola, au Libéria, en République démocratique du Congo et en Sierra Leone. Comme plusieurs de ces conflits ont cessé au début du siècle, le nombre de décès liés à des conflits dans la région a fortement baissé pour atteindre son plus bas niveau en 2010 avec 2.200 décès. Cependant, la recrudescence des actes de violence ces dernières années a entraîné une hausse des décès liés à des conflits, qui s'élèvent en moyenne à environ 14.000 depuis 2014 (un nombre élevé, mais bien inférieur à la moyenne de 82.000 enregistrée dans les années 90 ; graphique 2.3). Cette évolution fait écho à l'augmentation des décès liés à des conflits dans le monde, essentiellement du fait des violences au Moyen-Orient, en particulier en Syrie.

Le nombre de décès liés à des conflits rapporté à l'ensemble de la population — une mesure du degré d'intensité du conflit — a également varié au cours du temps. Si, en moyenne, dans les années 90, huit pays d'Afrique subsaharienne présentaient un ratio décès liés à des conflits/population situé dans le dernier quartile de la distribution mondiale, ce chiffre était tombé à zéro en 2010. Mais les conflits sont re-devenus très meurtriers depuis 2013 : chaque année, environ quatre pays (en moyenne) sont en proie à un conflit de cette magnitude (cela a été le cas de la République centrafricaine, de la République démocratique du Congo, du Soudan du Sud et de plusieurs pays de la région du Sahel ; graphique 2.4).

### Répartition des conflits

La répartition géographique des conflits dans la région a quelque peu changé au fil du temps. Le sud du continent a été globalement épargné par les conflits

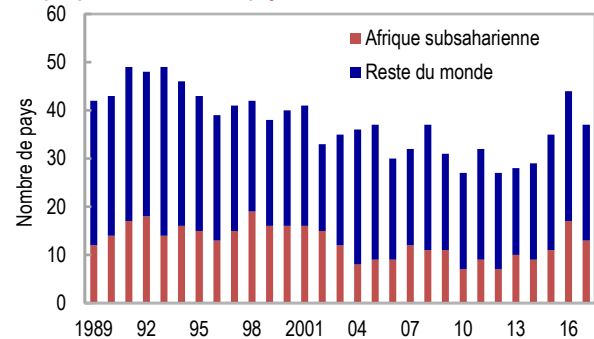
**Graphique 2.1. Pourcentage de pays en situation de conflit dans différentes régions du monde**



Sources : Uppsala Georeferenced Event Dataset ; calculs des services du FMI.

Note : Les pourcentages correspondent à la part de pays-années où s'est déroulé un conflit pour chaque période. AfSS = Afrique subsaharienne ; MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord.

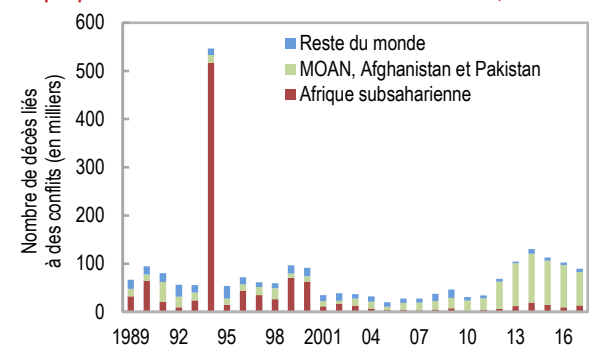
**Graphique 2.2. Nombre de pays en situation de conflit, 1989-2017**



Sources : Uppsala Georeferenced Event Dataset ; calculs des services du FMI.

Note : Un pays est classé parmi les pays en situation de conflit lors d'une année donnée si l'on y recense au moins 25 décès liés à un conflit.

**Graphique 2.3. Nombre total de décès liés à des conflits, 1989-2017**

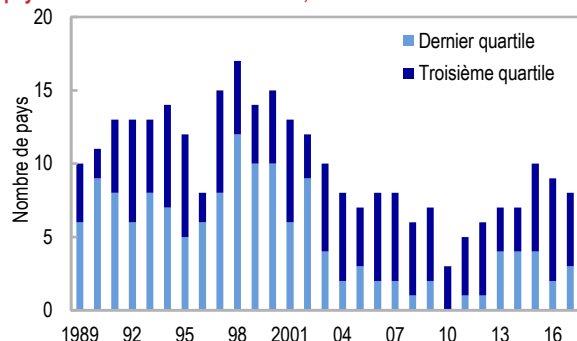


Sources : Uppsala Georeferenced Event Dataset ; calculs des services du FMI.

Note : Les chiffres correspondent aux décès confirmés et pourraient être sous-estimés dans la mesure où les articles de presse et les comptes rendus historiques ne couvrent pas tous les actes de violence perpétrés lors de conflits. MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord.

<sup>5</sup>La diminution des conflits dans la région durant la première décennie 2000 s'explique par plusieurs facteurs, dont la fin de la Guerre froide et le renforcement des mécanismes de réduction des conflits, en particulier les missions internationales de maintien de la paix et la diplomatie régionale (voir Strauss, 2012).

**Graphique 2.4. Afrique subsaharienne : pays en situation de conflit intense, 1989–2017**



Sources : Uppsala Georeferenced Event Dataset ; calculs des services du FMI.

Note : Les pays sont répartis en quartiles selon la distribution mondiale des décès liés à des conflits par rapport à la population (dans les pays en situation de conflit). Le dernier quartile correspond à environ 29 décès liés à un conflit par million de personnes.

depuis le début siècle, mais la situation est toute autre ailleurs (tableau 2.1 ; graphique 2.4 de l'annexe en ligne). S'agissant des différents types de pays (pays riches ou pauvres en ressources naturelles), les conflits continuent d'être plus nombreux dans les pays exportateurs de pétrole et plus rares dans les pays pauvres en ressources naturelles.

Alors que le nombre total de conflits dans la première décennie 2000 a diminué dans l'ensemble des régions et des groupes de revenus par rapport aux années 90, la région du Sahel a connu un important regain de violence après l'an 2000, en particulier depuis 2010

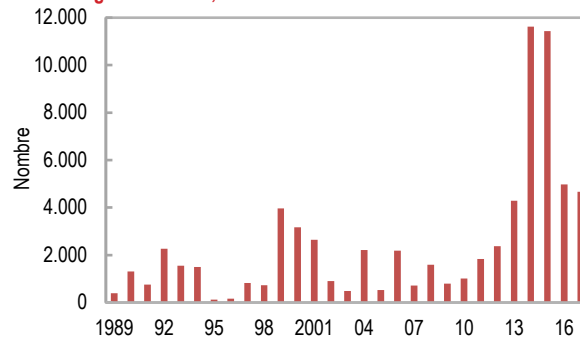
**Tableau 2.1. Afrique subsaharienne : part des pays en situation de conflit par région géographique et par catégorie économique**

| 1. Régions géographiques                    |            |            |
|---|------------|------------|
|   | Avant 2000 | Après 2000 |
| Afrique centrale                            | 42,4       | 36,4       |
| Afrique orientale                           | 35,2       | 27,4       |
| Afrique occidentale                         | 35,2       | 24,4       |
| Afrique australe                            | 20,0       | 1,1        |
| 2. Catégories de pays                       |            |            |
|   | Avant 2000 | Après 2000 |
| Pays exportateurs de pétrole                | 52,0       | 39,9       |
| Autres pays riches en ressources naturelles | 35,2       | 25,2       |
| Pays pauvres en ressources naturelles       | 29,3       | 20,5       |

Sources : Uppsala Georeferenced Event Dataset ; calculs des services du FMI.

Note : Le tableau donne le pourcentage de pays-années en situation de conflit dans chaque groupe. La classification des pays est présentée au tableau 2.2 de l'annexe en ligne.

**Graphique 2.5. Nombre de décès liés à des conflits dans la région du Sahel, 1989–2017**



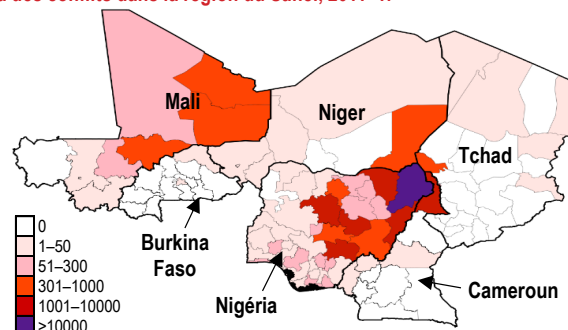
Sources : Uppsala Georeferenced Event Dataset ; calculs des services du FMI.

(graphique 2.5). Dans les pays de la région du Sahel, le bassin du lac Tchad (frontière entre le Nigéria, le Cameroun, le Tchad et le Niger) a enregistré une augmentation particulièrement importante des actes de violence entre 2010 et 2017, le nombre de morts dans la région représentant respectivement 77 % et environ 40 % de l'ensemble des décès liés à des conflits dans la région du Sahel et en Afrique subsaharienne (graphique 2.6)<sup>6</sup>.

### Nature des conflits

En principe, il est possible de distinguer les conflits selon certains aspects, comme les acteurs concernés (étatiques ou non), les motivations (religieuses, politiques, ethniques), la localisation (conflit limité à un pays ou non, conflit touchant un centre ou une zone périphérique), etc. Dans la pratique cependant, ces catégories ne s'excluent pas mutuellement et font

**Graphique 2.6. Répartition géographique des décès liés à des conflits dans la région du Sahel, 2011–17**

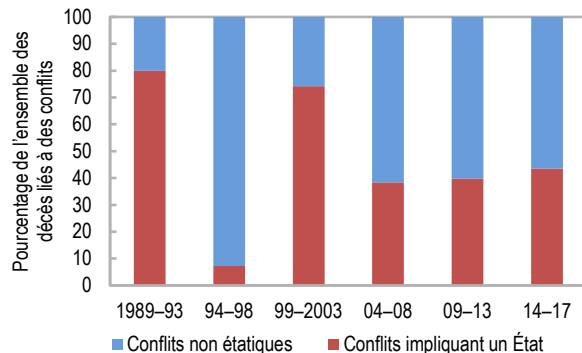


Sources : Uppsala Georeferenced Event Dataset ; calculs des services du FMI.

<sup>6</sup>Dans ce chapitre, la région du Sahel comprend le Burkina Faso, le Cameroun, le Mali, le Niger, le Nigéria et le Tchad, et le bassin du lac Tchad recouvre les États de Yobe, de Borno et d'Adamawa au Nigéria, le département de Diffa au Niger, la province du Lac au Tchad et la région de l'Extrême-Nord au Cameroun.

**Graphique 2.7. Afrique subsaharienne : types de conflits**

1. Décès liés à des conflits selon le type de conflit, 1989–2017



Sources : Uppsala Georeferenced Event Dataset ; calculs des services du FMI.

Note : La période 94–98 comprend le génocide des Tutsis au Rwanda, classé parmi les conflits non étatiques, car il prenait pour cible des civils.

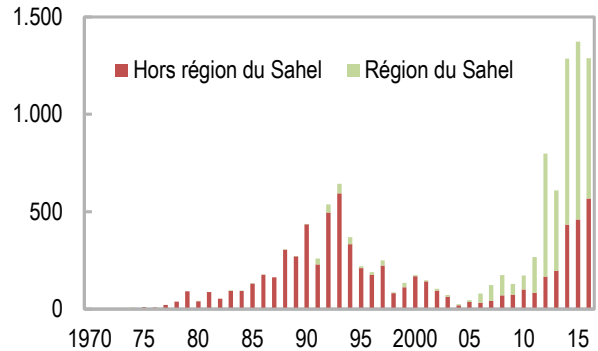
parfois intervenir une part d'appréciation subjective. En outre, les informations disponibles sont parfois insuffisantes pour opérer une classification.

Malgré ces limites, le présent chapitre s'appuie sur les données disponibles relatives aux conflits impliquant un État et aux conflits non étatiques (qui opposent d'autres groupes armés organisés) pour distinguer plusieurs types de conflits. Ces données montrent que les conflits de grande envergure impliquant un État comme ceux qu'ont connus l'Angola, l'Érythrée, l'Éthiopie et la Sierra Leone expliquent l'essentiel des évolutions des décès liés à des conflits en Afrique subsaharienne avant l'an 2000 (graphique 2.7, page 1)<sup>7</sup>. Depuis, en revanche, la part des décès liés à des conflits non étatiques — c'est-à-dire les conflits opposant deux groupes armés non étatiques, ainsi que les actes de violence commis par des groupes armés organisés contre des civils, comme les attaques terroristes — s'est fortement accrue. Le nombre d'incidents terroristes a augmenté dans la région du Sahel, mais aussi dans le reste de l'Afrique subsaharienne, le Kenya, le Nigéria et la République démocratique du Congo étant les pays les plus touchés (graphique 2.7, page 2 ; graphique 2.2 de l'annexe en ligne)<sup>8</sup>.

<sup>7</sup>La base de données sur les événements violents géoréférencés constituée par l'université d'Uppsala (Uppsala Georeferenced Event Dataset) distingue les conflits impliquant un État (opposant deux groupes organisés dont au moins un est un État) ; les conflits non étatiques (opposant deux groupes organisés non étatiques) ; et les actes de violence unilatérale (perpétrés par un groupe armé, étatique ou non, à l'encontre de civils). Étant donné que la plupart des conflits unilatéraux opposent des acteurs non étatiques, les deux dernières catégories sont désignées conjointement sous le terme de conflits non étatiques dans ce chapitre.

<sup>8</sup>Les données sur les actes de terrorisme recensés dans la base de données sur le terrorisme dans le monde (Global Terrorism Database) présentent une rupture structurelle en 2012, en raison d'un changement dans la méthode de collecte de données qui a vraisemblablement entraîné une augmentation du nombre d'actes recensés. Après 2012, en revanche, la méthodologie est restée la même, ce qui signifie que la hausse brutale du nombre d'actes de terrorisme après 2013 résulte bien d'une intensification de l'activité terroriste (voir l'annexe en ligne 2.1 pour plus de détails).

2. Afrique subsaharienne : actes de terrorisme, 1970–2016



Sources : Global Terrorism Database ; calculs des services du FMI.

Note : Les calculs sont tributaires du changement de méthodologie adopté par la base de données Global Terrorism Database en 2012 (voir l'annexe en ligne pour plus de détails).

### Persistence des conflits

Les conflits qui touchent l'Afrique subsaharienne sont généralement longs, bien que la durée des conflits varie fortement dans la région (graphique 2.7 de l'annexe en ligne). Si certains pays comme la République démocratique du Congo et le Nigéria ont connu des situations de conflit durant l'essentiel de la période étudiée (respectivement 29 ans et 27 ans), la durée médiane des conflits dans la région était d'environ quatre ans.

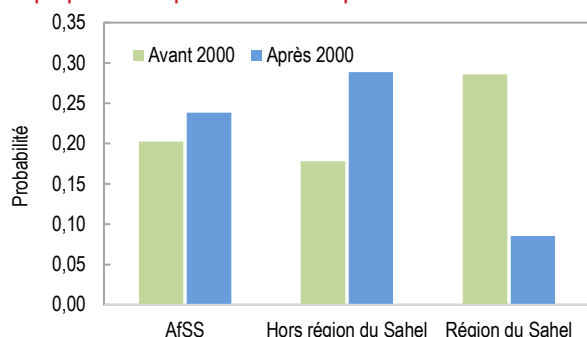
Cependant, la durée des conflits a globalement diminué avec le temps : la probabilité qu'un pays sorte d'un conflit est passée de 20 % avant 2000 à environ 24 % après. Cette tendance globale ne se vérifie pas dans la région du Sahel, où les conflits sont devenus beaucoup plus longs après l'an 2000 (graphique 2.8 ; tableau 2.3 de l'annexe en ligne).

### Déplacement de populations

Une conséquence importante des conflits en Afrique subsaharienne, comme dans les autres régions du monde, est le déplacement de populations. Ce phénomène entraîne des coûts considérables sur les plans



**Graphique 2.8. Afrique subsaharienne : probabilité de sortie de conflit**



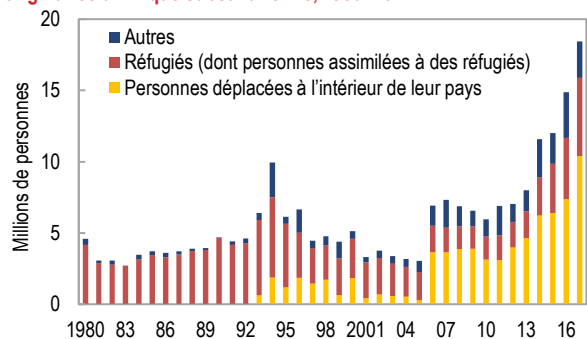
Sources : Uppsala Georeferenced Event Dataset ; calculs des services du FMI.

Note : Les bâtons représentent la probabilité qu'un pays en situation de conflit une année donnée ne soit plus en situation de conflit l'année suivante.

économique, budgétaire et social pour la région touchée par le conflit, mais aussi pour les régions voisines qui accueillent les populations déplacées. Au fil du temps, le nombre de personnes relevant de la compétence du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR-ONU) issues de pays d'Afrique subsaharienne (dont les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, les demandeurs d'asile et les réfugiés) a plus que triplé, passant de moins de 5 millions dans les années 80 à 18 millions en 2017 (graphique 2.9), sachant que le nombre de personnes déplacées augmente avec l'intensité du conflit (graphique 2.9 de l'annexe en ligne).

Il est à noter que, depuis 2017, la majorité des près de 6 millions de réfugiés et du million de demandeurs d'asile originaires d'Afrique subsaharienne se sont

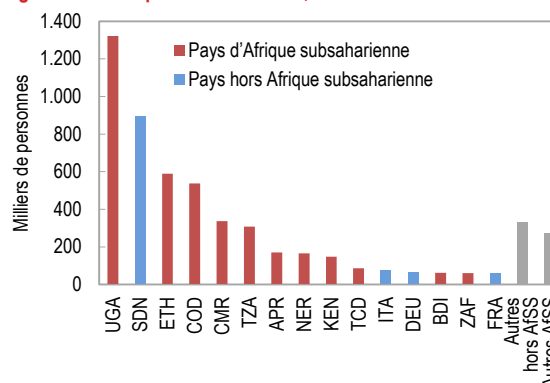
**Graphique 2.9. Personnes relevant du HCR-ONU originaires d'Afrique subsaharienne, 1980–2017**



Source : Base de données du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR-ONU).

Note : Peu de données sur les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays sont disponibles avant 2006. La catégorie « Autres » comprend les demandeurs d'asile, les réfugiés rapatriés, les personnes déplacées dans leur pays retournées dans leur lieu d'origine, les apatrides et les autres personnes relevant de l'HCR-ONU.

**Graphique 2.10. Destination des réfugiés originaires d'Afrique subsaharienne, 2017**



Source : Base de données du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Note : voir à la page vi la liste des abréviations des pays.

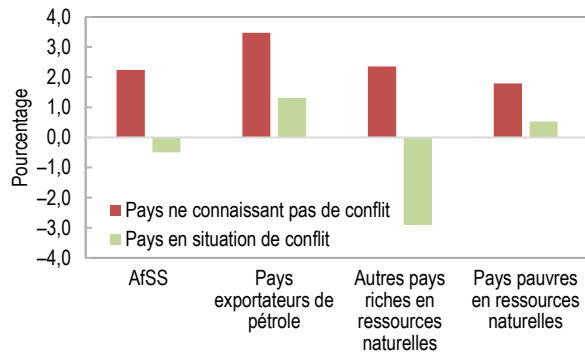
réinstallés dans la région, le nombre de personnes cherchant refuge dans les pays avancés étant relativement faible (graphique 2.10). Les réfugiés représentaient plus de 3 % de la population en Ouganda et au Tchad en 2017 (seuls le Liban, la Jordanie et la Turquie ont un ratio plus élevé, du fait de la crise syrienne, voir graphique 2.8 de l'annexe en ligne)<sup>9</sup>. De même, le nombre de personnes déplacées a considérablement augmenté dans la région : il a été multiplié par cinq, passant de moins de 2 millions à plus de 10 millions au cours des deux dernières décennies (graphique 2.10 de l'annexe en ligne). Les pays de la région qui comptent le plus de personnes déplacées sont la République démocratique du Congo (4,4 millions de personnes), le Soudan du Sud (1,9 million) et le Nigéria (1,7 million), dont la situation est dans une certaine mesure comparable à la celle de la Syrie (6,2 millions) et de l'Iraq (2,6 millions) en 2017 (graphique 2.11 de l'annexe en ligne).

## CONFLITS ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Quelles sont les conséquences des conflits sur la croissance économique en Afrique subsaharienne ? Une simple comparaison des taux de croissance des pays en situation de conflit et des autres montre que la croissance du PIB réel est, en moyenne, environ 2,5 points de pourcentage plus faible en cas de conflit (graphique 2.11), l'écart le plus important se produisant en cas de conflit d'intensité élevée (graphique 2.13 de l'annexe en ligne). Si la croissance tend à être plus lente en période de conflit dans l'ensemble des groupes de pays, les pays exportateurs de produits de base

<sup>9</sup>Voir Banque mondiale (2016) pour une étude approfondie de la gestion des réfugiés en Ouganda, ainsi que du rôle joué par les lois progressistes en faveur des réfugiés en matière de liberté de circulation et d'accès au marché du travail.

**Graphique 2.11. Afrique subsaharienne : taux de croissance moyen par catégorie de pays**



Source : calculs des services du FMI.

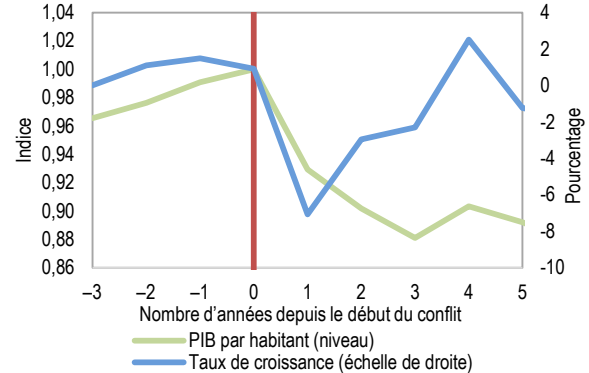
Note : Un pays est classé parmi les pays en situation de conflit lors d'une année donnée si l'on y recense au moins 25 décès liés à un conflit.

(en particulier, les exportateurs de produits de base autres que le pétrole) sont ceux qui ont le plus pâti des conflits, en partie parce que nombre d'entre eux ont connu des conflits d'intensité élevée (République centrafricaine, Libéria, République démocratique du Congo et Sierra Leone ; graphique 2.11).

Lorsqu'il est possible de déterminer précisément le début d'un conflit d'intensité élevée, il apparaît que l'effet du conflit sur la croissance est, en général, plus important au cours de la première année, après quoi, il diminue progressivement (graphique 2.12)<sup>10</sup>. Cependant, comme les taux de croissance restent négatifs en moyenne sur une longue période, l'effet cumulé sur la production augmente avec le temps : le PIB réel par habitant perd 12 % cinq ans après le début du conflit (graphique 2.12).

Ces résultats sont corroborés par une analyse empirique plus rigoureuse prenant en compte d'autres déterminants classiques de la croissance, qui montre que les conflits ont un important effet négatif sur la croissance économique en Afrique subsaharienne. Une augmentation de l'intensité du conflit, de l'absence de conflit à une situation de conflit appartenant au dernier quartile (29 décès liés à un conflit par million de personnes) est, en moyenne, liée à une baisse de

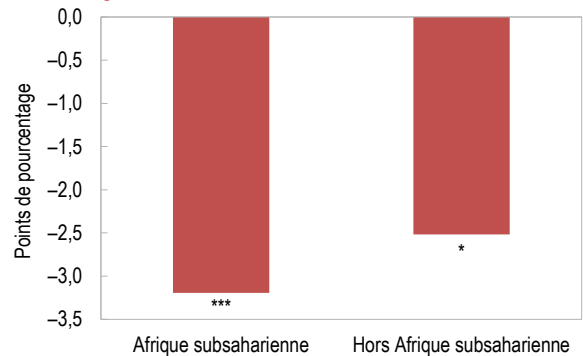
**Graphique 2.12. Afrique subsaharienne : épisodes de conflit et taux de croissance et pertes de PIB par habitant cumulées**



Source : calculs des services du FMI.

Note : Les calculs sont effectués sur la base des 11 épisodes de conflit définis au tableau 2.9 de l'annexe en ligne. Les taux de croissance médians des 11 épisodes de conflit sont utilisés à chaque horizon. Le PIB par habitant est ramené à 1 avant le début du conflit et les pertes cumulées sont obtenues à partir du taux de croissance médian.

**Graphique 2.13. Pays émergents et pays en développement : effet de l'augmentation de l'intensité du conflit sur la croissance**



Source : calculs des services du FMI.

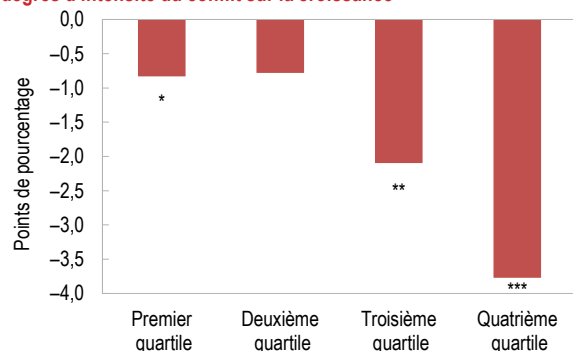
Note : Les calculs sont effectués sur la base d'une augmentation de l'intensité du conflit allant de l'absence de conflit à un conflit appartenant au 75<sup>e</sup> centile. Pour plus de détails, voir les colonnes 1 et 2 du tableau 2.4 de l'annexe en ligne. \*\*\*, \*\* et \* dénotent des seuils de significativité de 1 %, 5 % et 10 %, respectivement.

la croissance du PIB réel par habitant de 3,2 points de pourcentage par an (graphique 2.13)<sup>11</sup>. Ces résultats restent les mêmes dans l'ensemble lorsque l'on remédie aux problèmes de causalité inverse entre croissance et conflit à l'aide de différentes approches<sup>12</sup>.

<sup>10</sup>Les conflits étudiés sont les suivants : Libéria, 1990 ; Sierra Leone, 1991 ; Burundi, 1993 ; République démocratique du Congo, 1996 ; République du Congo, 1997 ; Éthiopie, 1998 ; Érythrée, 1998 ; Guinée Bissau, 1998 ; Côte d'Ivoire, 2002 ; Mali, 2012 ; République centrafricaine, 2013. Pour plus de détails, voir le tableau 2.9 de l'annexe en ligne.

<sup>11</sup>Compte tenu des valeurs extrêmes du ratio décès liés à des conflits/population, l'analyse utilise dans les régressions de croissance une mesure de ce ratio exprimée en centile. Pour des précisions techniques, voir l'annexe en ligne.

<sup>12</sup>En particulier, ces résultats restent les mêmes lorsque l'on applique la méthode des moments généralisés en différence et en système dans laquelle on utilise des valeurs retardées comme variable instrumentale des conflits (voir l'annexe en ligne) et lorsque l'on tient compte d'épisodes de conflits particuliers n'ayant pas été précédés d'une période d'activité économique particulièrement faible (voir discussion ci-après). Les mêmes résultats sont les mêmes lorsque l'on utilise une autre variable de conflit issue de la base de données UCDP, qui porte uniquement sur les conflits impliquant un État, mais qui remonte à 1946.

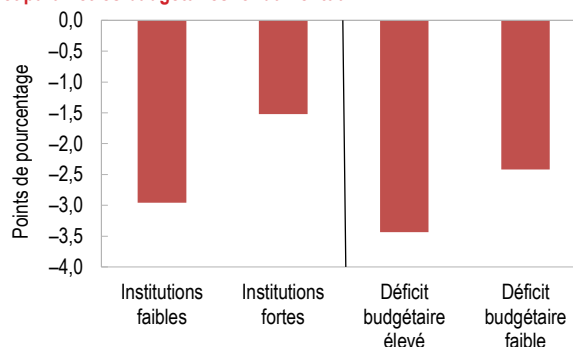
**Graphique 2.14. Afrique subsaharienne : effet de différents degrés d'intensité du conflit sur la croissance**

Source : calculs des services du FMI.

Note : Les quartiles sont calculés à partir de la distribution mondiale des décès liés à des conflits par rapport à la population (dans les pays comptant au moins 1 décès lié à un conflit). Les bâtons correspondent à l'écart entre la croissance d'un pays en cas de conflit et en l'absence de conflit. Les valeurs indiquées reposent sur les résultats de régression présentés à la colonne 1 du tableau 2.6 de l'annexe en ligne. \*\*\*, \*\* et \* dénotent des seuils de significativité de 1 %, 5 % et 10 %, respectivement.

Les conflits d'intensité élevée (à savoir ceux qui causent au moins 5 décès par million de personnes ; graphique 2.14) expliquent l'essentiel de la variable conflit. Ce résultat est similaire à celui obtenu par Rother *et al.* (2016), qui montre également que les conflits d'intensité élevée au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ont des effets plus importants que les autres. En outre, des données montrent que les actes de violence dans les centres économiques ou urbains ont un effet plus marqué sur la croissance que ceux se produisant dans les zones périphériques (tableau 2.4 de l'annexe en ligne). S'agissant du type de conflits, aucun élément probant n'étaye l'existence d'un effet différentiel, et tant les conflits impliquant un État que les conflits non étatiques ont un effet statistiquement important sur la croissance (graphique 2.12 de l'annexe en ligne ; tableau 2.7 de l'annexe en ligne).

L'effet des conflits sur la croissance, en revanche, semble dépendre de certaines caractéristiques macro-économiques, en particulier de la qualité des institutions et des paramètres fondamentaux budgétaires, au moment du déclenchement du conflit (graphique 2.15). Plus précisément, une augmentation de l'intensité du conflit s'accompagne d'une baisse de la croissance d'environ 1,5 point de pourcentage dans un pays ayant des institutions relativement solides

**Graphique 2.15. Effet de l'augmentation de l'intensité du conflit sur la croissance : rôle des institutions et paramètres budgétaires fondamentaux**

Source : calculs des services du FMI.

Note : Les calculs sont effectués sur la base d'une augmentation de l'intensité du conflit allant de l'absence de conflit à un conflit appartenant au 75<sup>e</sup> centile. « Institutions faibles » désigne les pays appartenant au 25<sup>e</sup> centile en matière de qualité institutionnelle selon l'indice établi par l'ICRG. « Institutions fortes » désigne les pays appartenant au 75<sup>e</sup> centile selon cet indice. « Déficit budgétaire élevé » et « Déficit budgétaire faible » désignent un solde budgétaire de -5 % et de 0 %, respectivement. Pour plus de détails, voir les colonnes 4 et 5 du tableau 2.4 de l'annexe en ligne.

(pays appartenant au dernier quartile d'après l'Indicateur de qualité des institutions) et de 3 points de pourcentage dans les pays dotés d'institutions moins solides (pays appartenant au premier quartile)<sup>13</sup>. De même, les pays présentant de moins bons paramètres fondamentaux budgétaires, c'est-à-dire un déficit budgétaire ou un niveau d'endettement plus élevé, enregistrent une plus forte baisse de leur croissance, probablement parce qu'ils disposent d'une plus faible marge de manœuvre pour réparer les dégâts causés par les conflits. En particulier, la croissance diminue de 2,4 points de pourcentage lorsqu'un conflit touche un pays affichant un déficit budgétaire négligeable et de 3,4 points de pourcentage si le déficit représente 5 % du PIB (graphique 2.15 ; tableau 2.4 de l'annexe en ligne)<sup>14</sup>.

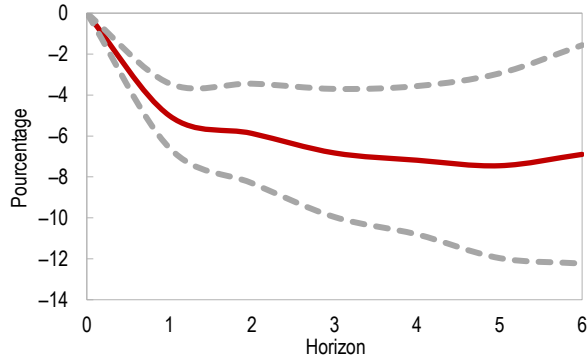
En outre, les effets des conflits sont dynamiques et subsistent au moins cinq ans après le début du conflit (graphique 2.16). D'après des estimations, le déclenchement d'un conflit d'intensité élevée (conflit causant 29 décès par million ou appartenant au 75<sup>e</sup> centile) ferait baisser la production par habitant de 5 % la première année et de 7,5 % au bout de cinq ans, effet qui resterait statistiquement significatif.

<sup>13</sup>L'effet des conflits peut dépendre de la solidité des institutions, mais les conflits peuvent également miner la qualité des institutions, ce qui aggrave alors leurs conséquences.

<sup>14</sup>S'agissant d'autres facteurs, les résultats montrent également l'existence d'un lien statistiquement significatif entre croissance, d'une part, et investissement et ouverture commerciale, d'autre part. Voir l'annexe 2.1 en ligne pour plus de détails.



**Graphique 2.16. Réponse impulsionnelle du PIB par habitant face à un choc sur l'intensité du conflit**



Source : calculs des services du FMI.

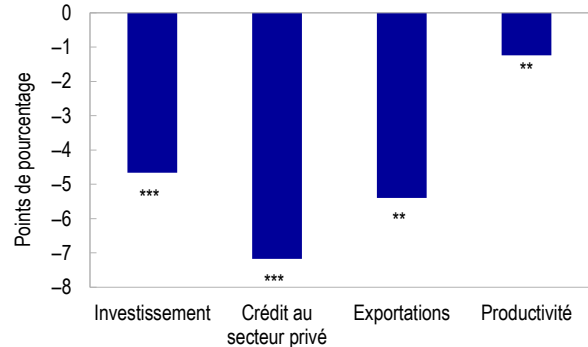
Note : Les calculs sont effectués sur la base d'une augmentation de l'intensité du conflit au 75<sup>e</sup> centile de la distribution mondiale, déterminée à l'aide d'une méthode de projections locales (voir l'annexe 2.1 en ligne). Les lignes grises en tiret correspondent à un intervalle de confiance de 90 %.

### Facteurs de désorganisation

De quelles façons les conflits engendrent-ils généralement des effets si importants et si durables ? Une analyse empirique montre que l'investissement et les échanges, déterminants significatifs de la croissance économique en Afrique subsaharienne, sont particulièrement touchés par les conflits. L'augmentation de l'intensité du conflit, de l'absence de conflit à une situation de conflit appartenant au dernier quartile, est liée à une baisse de la croissance réelle de l'investissement de 4,5 points de pourcentage, en partie sous l'effet d'un repli de la croissance du crédit au secteur privé. En outre, les conflits freinent également la croissance des exportations et de la productivité respectivement de 5,5 points de pourcentage et de 1,3 point de pourcentage (graphique 2.17).

Ce ralentissement de la croissance de la productivité, de l'investissement et des exportations pourrait s'expliquer par différents facteurs, notamment une accentuation des inquiétudes quant à la situation sécuritaire peu propice à l'activité économique ; une perturbation des itinéraires commerciaux (comme autour du bassin du lac Tchad en raison de l'insurrection de Boko Haram ; voir Banque africaine de développement, 2018) ; la destruction du capital humain et d'infrastructures physiques ; le déplacement de travailleurs qualifiés ; la désorganisation et l'affaiblissement des institutions et une augmentation des incertitudes politiques et économiques amenant les investisseurs à repousser les investissements à long terme.

**Graphique 2.17. Afrique subsaharienne : effet des conflits sur l'investissement, les exportations et la productivité**



Sources : calculs des services du FMI.

Note : Les calculs sont effectués sur la base d'une augmentation de l'intensité du conflit allant de l'absence de conflit à un conflit appartenant au 75<sup>e</sup> centile. Pour plus de détails, voir le tableau 2.8 de l'annexe en ligne. \*\*\*, \*\* et \* dénotent des seuils de significativité de 1 %, 5 % et 10 %, respectivement.

### Bien-être social

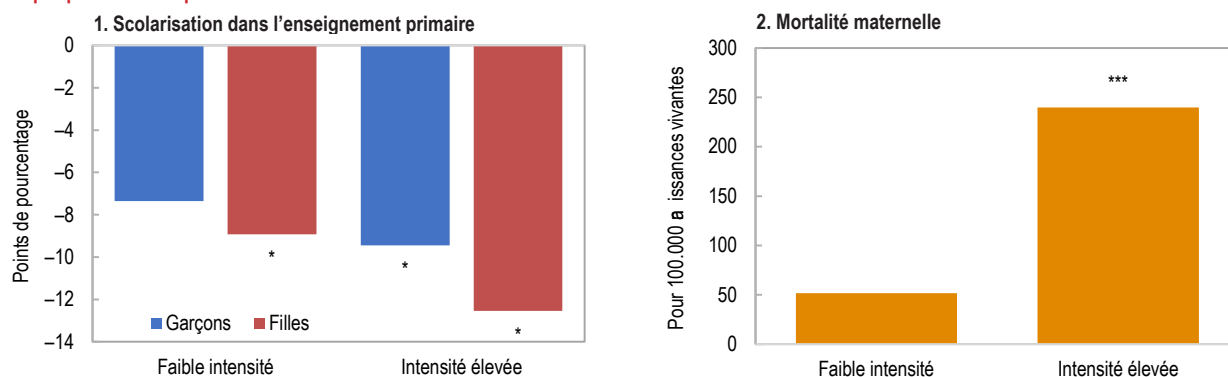
Il est évident que les conflits entraînent une destruction du capital humain en raison de leurs effets sur l'éducation et la santé. En moyenne, les taux de scolarisation des filles et des garçons dans l'enseignement primaire sont, respectivement, près de 13 points de pourcentage et de 9 points de pourcentage inférieurs en cas de conflit d'intensité élevée qu'en l'absence de conflit (graphique 2.18, page 1).

S'agissant de la santé, l'espérance de vie est nettement plus faible durant les conflits, en partie du fait des décès directement causés par les conflits. D'autres indicateurs de santé publique, comme la mortalité maternelle, se dégradent également (graphique 2.18, page 2).

En outre, les femmes et les enfants souffrent souvent davantage des conflits que le reste de la population : les conflits accroissent les taux de malnutrition des enfants ainsi que les actes de violence fondés sur le genre, qui rendent difficile l'accès des femmes à l'éducation et à des opportunités professionnelles (encadré 2.1). Ces conséquences sociales, souvent profondes et durables, permettent d'expliquer la persistance des effets des conflits sur la croissance.

### Pertes durables de production

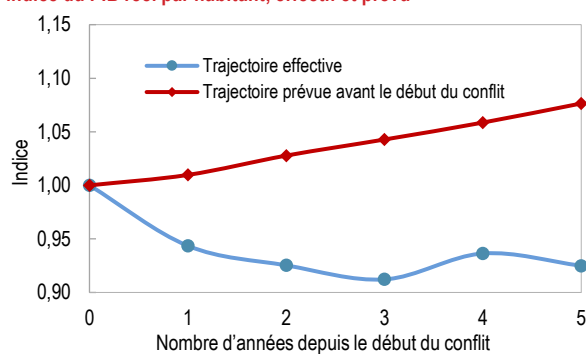
Compte tenu des conséquences négatives du conflit sur la croissance économique et le bien-être social, quelle est l'ampleur de la perte de production à long terme ? Il est difficile de déterminer le niveau

**Graphique 2.18. Afrique subsaharienne : indicateurs sociaux**

Sources : banque mondiale, base de données des indicateurs du développement dans le monde ; calculs des services du FMI.

Note : Les barres montrent la différence entre la scolarisation dans l'enseignement primaire et la mortalité maternelle en cas de conflit et en l'absence de conflit, en tenant compte des effets (décalés) temporels fixes et des niveaux de revenu. « Faible intensité » désigne un conflit dont le nombre de victimes est inférieur à la médiane de la distribution mondiale des décès liés à des conflits par rapport à la population. « Intensité élevée » désigne un conflit dont le nombre de victimes est supérieur à cette médiane. \*\*\*, \*\* et \* dénotent des seuils de significativité de 1 %, 5 % et 10 %, respectivement.

de production si le conflit n'avait pas eu lieu, mais il peut s'avérer utile de comparer le PIB réel par habitant projeté avant le déclenchement du conflit et sa valeur effective après le début du conflit. Une telle comparaison dans le cas de dix grands conflits, menée à partir des prévisions issues de la base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI, révèle qu'au moment du déclenchement du conflit ( $t = 1$ ), le taux de croissance médian effectif chute à  $-6\%$  par rapport au taux de croissance de  $1\%$  prévu, ce qui revient à une baisse du PIB réel par habitant d'environ  $7\%$  (graphique 2.19)<sup>15</sup>.

**Graphique 2.19. Afrique subsaharienne : indice du PIB réel par habitant, effectif et prévu**

Source : calculs des services du FMI.

Note : Les calculs sont effectués sur la base de l'échantillon de 10 épisodes de conflit définis au tableau 2.9 de l'annexe en ligne.

Cinq ans après le début du conflit, le PIB par habitant est en moyenne  $8\%$  inférieur à son niveau d'avant le conflit, alors qu'il aurait dû augmenter de  $7\%$  d'après les prévisions, ce qui permet de situer la baisse du PIB par habitant due au conflit à environ  $15\%$ .

Ces conclusions sont similaires à celles obtenues en appliquant la méthode du contrôle synthétique, qui consiste à créer, pour chaque épisode de conflit, un groupe de contrôle synthétique (moyenne pondérée des pays ne connaissant pas de conflit) ayant des caractéristiques similaires à celles du pays en situation de conflit avant le début des actes de violence. Ces résultats montrent que cinq ans après le début du conflit, le groupe de contrôle synthétique a enregistré une hausse de son PIB par habitant de  $12\%$  en moyenne, tandis que les pays en situation de conflit ont vu leur PIB par habitant diminuer de  $10\%$  (graphique 2.20)<sup>16</sup>.

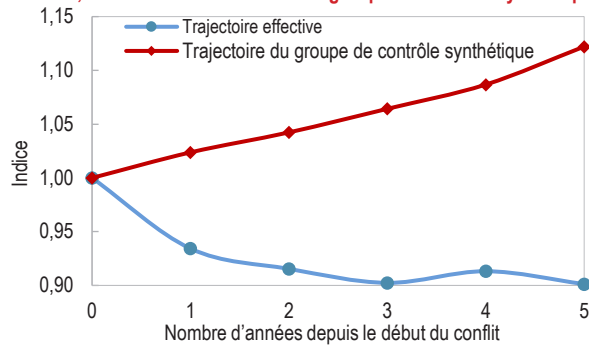
## GÉOGRAPHIE ET CONFLITS

Les conflits en Afrique subsaharienne se concentrent souvent dans des régions particulières d'un pays ; de fait, dans un pays en situation de conflit, seuls  $40\%$  en moyenne des entités administratives régionales enregistrent des décès (graphique 2.14 de l'annexe

<sup>15</sup>De façon à tenir compte de tout biais d'optimisme, les prévisions des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) pour chaque pays sont corrigées du biais moyen des prévisions de croissance. Voir l'annexe en ligne 2.1 pour plus de détails. Les dix conflits étudiés correspondent à l'ensemble des épisodes de violence figurant dans le tableau 2.9 de l'annexe, à l'exception du Libéria (1990), car les prévisions des PEM ne sont disponibles qu'à partir de 1991. Voir le graphique 2.17 de l'annexe en ligne pour chaque pays.

<sup>16</sup>Les dix conflits étudiés correspondent à l'ensemble des épisodes de violence figurant dans le tableau 2.9 de l'annexe en ligne à l'exception de l'Érythrée, en raison d'un manque de données sur les variables de contrôle pour ce pays.

**Graphique 2.20. Afrique subsaharienne : indice du PIB réel par habitant, valeur effective et valeur du groupe de contrôle synthétique**



Source : calculs des services du FMI.

Note : Les calculs sont effectués sur la base de l'échantillon de 10 épisodes de conflit définis au tableau 2.9 de l'annexe en ligne. Pour des détails sur la méthode de contrôle synthétique, voir la section III de l'annexe en ligne 2.1.

en ligne). C'est pourquoi l'effet des conflits est rarement uniforme sur l'ensemble du territoire d'un pays. Cependant, le manque de données sur l'activité économique ventilées géographiquement fait qu'il est difficile d'étudier l'impact du conflit à l'échelle locale, tout comme ses possibles effets de contagion aux régions voisines dans le pays en question ou dans d'autres pays.

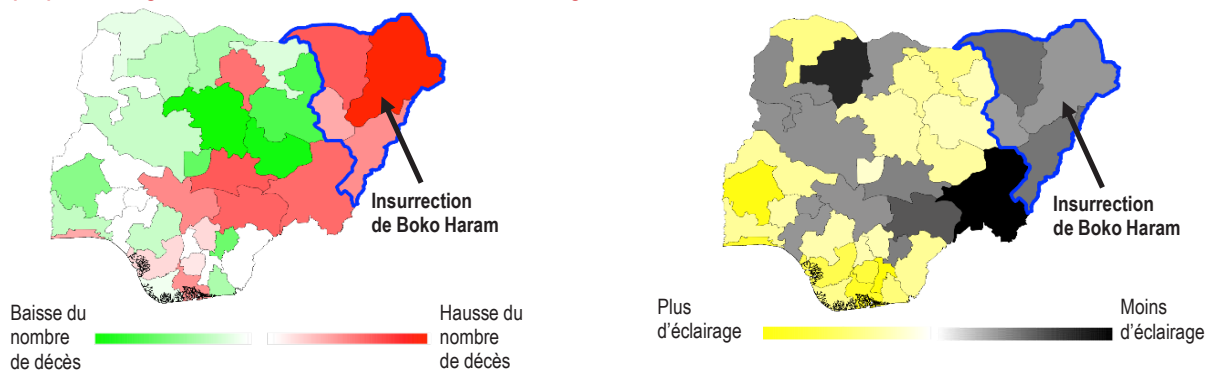
Afin d'analyser les effets des conflits là où ils se produisent et leurs répercussions, on utilise des données satellitaires sur l'éclairage nocturne comme variable de substitution à l'activité économique réelle.

Ces données montrent que l'activité économique dans le Nord-Est du Nigéria, par exemple, a diminué après 2010 lorsque l'insurrection de Boko Haram a gagné en intensité (graphique 2.21).

Une analyse économétrique confirme l'existence d'un effet négatif économiquement et statistiquement important sur l'évolution de l'éclairage nocturne au niveau des entités administratives régionales. Les conflits causant la mort de plus de 100 personnes (autour de la médiane de la distribution des décès liés à des conflits au niveau des entités administratives régionales) sont associés à une diminution, en moyenne, de 17 points de pourcentage de l'éclairage nocturne en Afrique subsaharienne, ce qui correspond une baisse d'environ 6,5 % de la croissance du PIB réel au niveau des entités administratives régionales (graphique 2.22).

Outre les répercussions directes des conflits en Afrique subsaharienne, il apparaît également que les conflits ont d'importantes répercussions indirectes dans les pays voisins, dont l'ampleur diminue avec la distance. En particulier, en tenant compte des effets fixes pays et temps, le fait que les pays voisins dans un rayon de moins de 500 kilomètres enregistrent 100 décès est lié à un ralentissement de la croissance d'environ 2 points de pourcentage, cet effet étant statistiquement non significatif pour des pays plus éloignés (graphique 2.22)<sup>17</sup>.

**Graphique 2.21. Nigéria : évolution du conflit et variation de l'éclairage nocturne, entre 2008–10 et 2011–13**

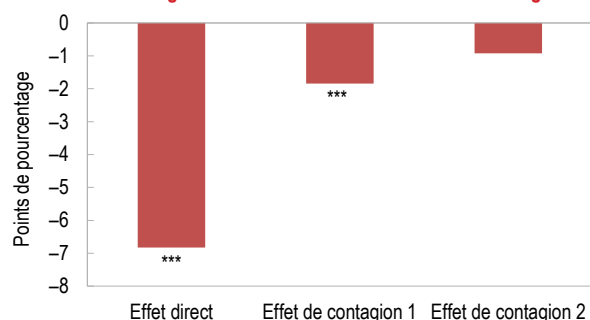


Source : calculs des services du FMI.

Note : Dans chaque État, la plage 1 indique la différence entre le nombre de décès enregistré en 2011–13 et en 2008–10, et la plage 2, la variation moyenne de l'éclairage nocturne entre ces deux périodes.

<sup>17</sup>Des études de plus en plus nombreuses montrent que l'éclairage nocturne est une bonne variable de substitution du PIB réel (Henderson, Storeygard et Weil, 2012 ; graphique 2.15 de l'annexe en ligne). L'éclairage nocturne est une donnée indépendante par nature. Il risque donc moins d'être affecté par une erreur de mesure systématique et constitue une variable utile pour étudier les pays en situation de conflit, car se pose alors généralement un problème de disponibilité ou de fiabilité des données. Pour les détails techniques sur les données et la méthodologie d'estimation, voir l'annexe 2.1 en ligne.

**Graphique 2.22. Afrique subsaharienne : conflit et activité économique au niveau des entités administratives régionales déterminée en fonction de l'éclairage nocturne et des effets directs et de contagion**



Source : calculs des services du FMI.

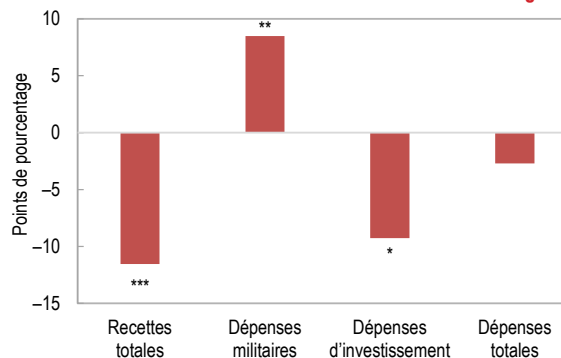
Note : L'effet de 100 décès liés à un conflit au niveau de l'administration régionale est mesuré avec pour hypothèse une élasticité de 2,5 entre l'éclairage nocturne et le PIB. « Effet direct » désigne l'effet des décès au sein même de l'entité administrative régionale. « Effet de contagion 1 » désigne l'effet des décès dans des entités administratives régionales situées dans un rayon de moins de 500 km. « Effet de contagion 2 » désigne l'effet des décès dans des entités administratives régionales situées dans un rayon de plus de 500 km et moins de 1.000 km. Les valeurs indiquées reposent sur les résultats présentés dans la première colonne du tableau 2.11 de l'annexe en ligne.

## INCIDENCES BUDGÉTAIRES DES CONFLITS

Les conflits peuvent avoir des conséquences importantes sur les finances publiques d'un pays, tant sur ses recettes que sur ses dépenses. Cette situation limite la capacité des pouvoirs publics à répondre aux conflits de façon efficace, et alourdit leurs coûts économiques et sociaux. Les recettes peuvent diminuer sous l'effet des perturbations de l'activité économique, de la destruction d'une partie de l'assiette fiscale et de l'affaiblissement de l'efficacité de l'administration fiscale engendrés par les conflits. Des données montrent que ces facteurs pourraient jouer un rôle important en Afrique subsaharienne, où une augmentation de l'intensité du conflit, de l'absence de conflit à une situation de conflit appartenant au dernier quartile, est liée à une diminution des recettes totales d'environ 12 % en termes réels ou d'environ 2 % du PIB (graphique 2.23 ; tableau 2.17 de l'annexe en ligne).

Du côté des dépenses, une augmentation de l'intensité du conflit est, en moyenne, liée à une hausse de 9 % des dépenses budgétaires militaires réelles (soit environ 0,6 % du PIB) et à une baisse des dépenses d'investissement réelles de quelque 9 %. C'est pourquoi les dépenses publiques totales n'augmentent pas sensiblement durant les conflits. Leur évolution semble montrer que les inquiétudes

**Graphique 2.23. Afrique subsaharienne : effet de l'augmentation de l'intensité du conflit sur la croissance réelle de variables budgétaires**



Source : calculs des services du FMI.

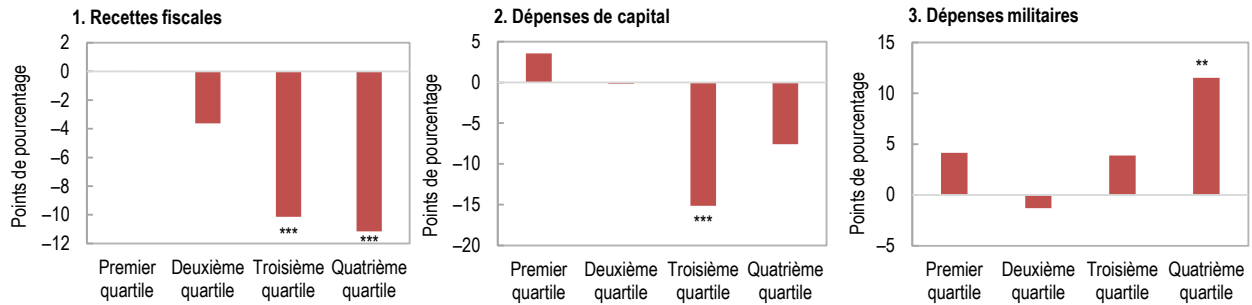
Notes : Les calculs sont effectués sur la base d'une augmentation de l'intensité du conflit allant de l'absence de conflit à un conflit appartenant au 75<sup>e</sup> centile. Les valeurs indiquées reposent sur les résultats de l'analyse de régression présentés dans les colonnes 1, 3, 4 et 6 du tableau 2.13 de l'annexe en ligne, respectivement. Les variables sont corrigées de l'inflation.

relatives à la sécurité conduisent les pouvoirs publics à diminuer les dépenses de capital propices à la croissance au profit des dépenses militaires (graphique 2.23). En outre, l'augmentation de l'intensité du conflit a pour effet net un creusement du déficit budgétaire d'environ 1,7 % du PIB (tableau 2.17 de l'annexe en ligne).

Comme pour la croissance, ce sont principalement les conflits d'intensité élevée qui ont des conséquences sur les finances publiques. Tant les recettes réelles que les dépenses d'investissement réelles baissent fortement lorsque les conflits sont les plus intenses (derniers quartiles), tandis que les dépenses militaires augmentent (graphique 2.24).

Si l'on examine l'impact des conflits sur la dette publique, la détérioration du solde budgétaire, conjuguée à une baisse de la croissance, se traduit par une élévation du niveau d'endettement. Le ratio dette publique/PIB augmente en moyenne de 9 points de pourcentage durant les conflits d'intensité élevée, un chiffre semblable à la baisse moyenne de la dette observée durant la période couverte par l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés et par l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (graphique 2.25). S'agissant des épisodes de conflits intenses en Afrique subsaharienne, étudiés dans le graphique 2.12, le ratio dette publique/PIB augmente de 16 points de pourcentage au cours des deux premières années, cet effet atteignant près de 20 % du PIB au bout de cinq ans (graphique 2.26).

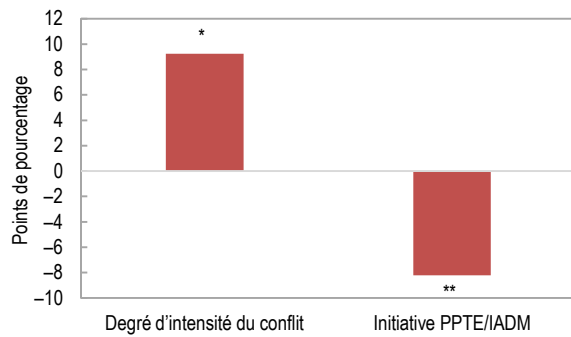
**Graphique 2.24. Afrique subsaharienne : effet de différents degrés d'intensité du conflit sur la croissance réelle d'un échantillon de variables budgétaires**



Source : calculs des services du FMI.

Notes : Les quartiles sont calculés à partir de la distribution mondiale des décès liés à des conflits par rapport à la population (dans les pays comptant au moins 1 décès lié à un conflit). Les bâtons indiquent l'écart de croissance d'un pays en situation de conflit par rapport à l'absence de conflit. Les valeurs indiquées reposent sur les résultats présentés dans les colonnes 1, 3 et 4 du tableau 2.15 de l'annexe en ligne. \*\*\*, \*\* et \* dénotent les seuils de significativité de 1 %, 5 % et 10 %, respectivement. Les variables sont corrigées de l'inflation.

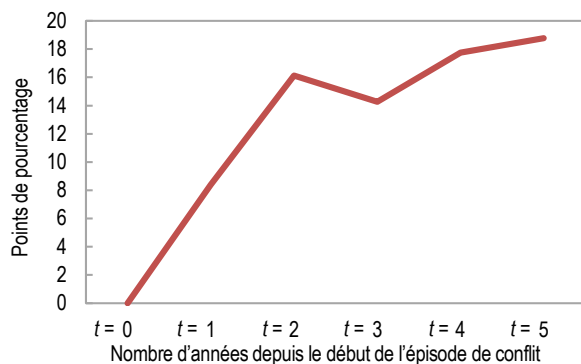
**Graphique 2.25. Afrique subsaharienne : effet de l'intensification du conflit sur le ratio dette/PIB**



Source : calculs des services du FMI.

Note : Les calculs sont effectués sur la base d'une augmentation de l'intensité du conflit allant de l'absence de conflit à un conflit appartenant au 75<sup>e</sup> centile. Pour plus de détails, voir l'annexe 2.16 en ligne. \*\*\*, \*\* et \* dénotent des seuils de significativité de 1 %, 5 % et 10 %, respectivement. IADM = initiative d'allègement de la dette multilatérale ; PPT = pays pauvre très endetté.

**Graphique 2.26. Afrique subsaharienne : variation cumulée du ratio dette/PIB durant les épisodes de conflit**



Source : calculs des services du FMI.

Note : Le début des épisodes de conflit sont définis au tableau 2.9 de l'annexe en ligne.

## CONCLUSION

Après leur recul au début des années 2000, les conflits ont repris ces dernières années en Afrique subsaharienne. L'analyse présentée ici met en évidence les coûts économiques importants imposés par les conflits, tant dans le pays où se déroule le conflit que dans les pays voisins. En particulier, les conséquences d'un conflit dépendent de son degré d'intensité, les conflits les plus intenses provoquant une destruction du capital humain et physique plus importante et entraînant des coûts plus élevés et plus durables en freinant les investissements, les échanges et la productivité. Une analyse contrefactuelle indique que cinq ans après le début d'un conflit, le PIB réel par habitant pourrait être inférieur de 20 % au niveau qui aurait été atteint en l'absence de conflit. En outre, les conflits pèsent sur les finances publiques sous l'effet de la baisse des recettes, de la modification de la composition des dépenses au détriment des dépenses d'investissement et au profit des dépenses militaires, et de la hausse du niveau de la dette publique qu'ils engendrent, ce qui fragilise encore davantage la stabilité socioéconomique et accroît le risque de prolongation des conflits.

Étant donné ces coûts importants, il est impératif de prévenir les conflits. Comme l'ont montré des études antérieures, plusieurs facteurs économiques et structurels, comme la faiblesse du niveau de revenu, l'atonie de la croissance, l'insuffisance des capacités des institutions publiques et la présence d'inégalités des chances, en particulier entre groupes ethniques, religieux ou régionaux, sont liés à une plus forte probabilité de conflit. Y remédier contribuerait à éviter



que des conflits se déclenchent (Banque mondiale et ONU, 2018). Pour les pays en situation de conflit, il conviendrait de s'employer en priorité à limiter les pertes de capital humain et physique, en particulier en préservant les dépenses sociales et de développement, et à maintenir le bon fonctionnement des institutions de façon à atténuer les conséquences économiques délétères des conflits sur le long terme. Il est vrai que la mise en œuvre de telles mesures peut être particulièrement difficile au vu des pressions

budgétaires, mais une aide humanitaire coordonnée et bien ciblée et une aide extérieure concessionnelle pourraient contribuer à créer une marge de manœuvre pour répondre aux ravages causés par les conflits. En outre, cette aide extérieure pourrait également jouer un rôle essentiel dans les pays souffrant des répercussions des conflits et permettre de protéger les populations déplacées et d'alléger les pressions économiques et sociales qui s'exercent souvent sur les pays d'accueil.

### Encadré 2.1. Les conséquences des conflits sur les femmes et les enfants

*Les enfants vivant dans des régions touchées par des conflits souffrent de problèmes de santé.* Les taux de malnutrition des enfants sont supérieurs d'environ 8 points de pourcentage dans les pays en situation de conflit que dans les autres. Cet écart est souvent dû à l'insécurité alimentaire causée par la destruction des moyens de subsistance et des chaînes d'approvisionnement agricole (Programme alimentaire mondial, 2018). Au Burundi, en Côte d'Ivoire et au Nigéria, par exemple, il a été démontré que l'exposition à un conflit avait une incidence sur la taille des enfants (Bundervoet, Verwimp et Akresh, 2009 ; Akresh *et al.*, 2012 ; Minoiu et Shemyakina, 2014). La malnutrition a des effets à long terme sur les performances cognitives, la scolarisation et les revenus d'activité perçus au cours de l'ensemble de la vie. Les anciens enfants soldats continuent de souffrir des conséquences des conflits longtemps après la cessation des hostilités. En Ouganda, par exemple, les enfants soldats vont à l'école une année de moins que les autres, ce qui a des effets importants sur leurs revenus plus tard dans leur vie (Blattman et Annan, 2010).

*Les femmes risquent davantage de subir des violences fondées sur le genre durant des conflits.* Statistiquement, durant un conflit, les hommes ont plus de risques de perdre la vie dans des combats et les femmes, d'être victimes de la traite humaine et de violences fondées sur le genre, et utilisées comme des moyens de soumettre les populations civiles (Buvinic *et al.*, 2012). En outre, l'insécurité limite souvent les déplacements des filles et des femmes, ce qui restreint leur accès à l'école et à l'emploi (ONU Femmes, 2015). Dans les camps de réfugiés, les femmes sont particulièrement exposées au risque de déplacement forcé (Banque mondiale, 2017). Parmi les femmes vivant dans des camps de réfugiés et migrantes en situation irrégulière, une sur six a subi des violences fondées sur le genre (Organisation internationale du Travail, 2003 ; Banque mondiale, 2017).

Étant donné l'insécurité à laquelle sont confrontés ces groupes vulnérables, le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies a adopté plusieurs résolutions soulignant la nécessité de protéger les enfants et les femmes durant les conflits. Leur protection effective pourrait permettre d'atténuer les effets économiques préjudiciables des conflits sur le long terme.

## BIBLIOGRAPHIE

- Agence Française de Développement (AFD). 2018. “Crisis and Development: The Lake Chad Region and Boko Haram.” August 15, Paris. [https://issuu.com/objectif-developpement/docs/web-lac\\_tchad\\_va-20180809\\_465c23d2fc5934](https://issuu.com/objectif-developpement/docs/web-lac_tchad_va-20180809_465c23d2fc5934).
- Akresh, R., S. Bhalotra, M. Lene, and U. O. Osili. 2012. “War and Stature: Growing up during the Nigerian Civil War.” *American Economic Review: Papers and Proceedings* 102 (3): 273–77.
- Blattman, C., and J. Annan. 2010. “The Consequences of Child Soldiering.” *Review of Economics and Statistics* 92 (4): 882–98.
- Blattman, C., and E. Miguel. 2010. “Civil War.” *Journal of Economic Literature* 48 (1): 3–57.
- Bundervoet, T., R. Verwimp, and R. Akresh. 2009. “Health and Civil War in Rural Burundi.” *Journal of Human Resources* 44:536–63.
- Buvinic, M., M. Das Gupta, U. Casabonne, and P. Verwimp. 2012. “Violent Conflict and Gender Inequality: An Overview.” Policy Research Working Paper 6371, World Bank, Washington, DC.
- Collier, P., and N. Sambanis. 2002. “Understanding Civil War: A New Agenda.” *Journal of Conflict Resolution* 46 (1): 3–12.
- Gomez, M., A. Christensen, Y. Araya, and N. Harild. 2010. “The Impacts of Refugees on Neighboring Countries: A Development Challenge.” World Development Report 2011 Background Note, World Bank, Washington, DC.
- Hegre, H., and N. Sambanis. 2006. “Sensitivity Analysis of Empirical Results on Civil War Onset.” *Journal of Conflict Resolution* 50 (4): 508–35.
- Henderson, J. V., A. Storeygard, and D. N. Weil. 2012. “Measuring Economic Growth from Outer Space.” *American Economic Review* 102 (2): 994–1028.
- International Labour Organization (ILO). 2003. “Preventing Discrimination, Exploitation and Abuse of Women Migrant Workers: An Information Guide.” Geneva.
- International Monetary Fund (IMF). 2019. “Online Annex—The Economic Consequences of Conflicts” Background Paper: <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/REO/AFR/2019/April/English/backgroundpapers.ashx?la=en>
- Minoiu, C., and O. N. Shemyakina. 2014. “Armed Conflict, Household Victimization, and Child Health in Côte d’Ivoire.” *Journal of Development Economics* 108:237–255.
- Murdoch, J. C., and T. Sandler. 2002. “Economic Growth, Civil Wars and Spatial Spillovers.” *Journal of Conflict Resolution* 46 (1): 91–110.
- Qureshi, M. S. 2013. “Trade and Thy Neighbor’s War.” *Journal of Development Economics* 105 (C): 178–95.
- Rother, B., G. Pierre, D. Lombardo, R. Herrala, P. Toffano, E., Roos, A. G. Auclair, and K. Manasseh. 2016. “The Economic Impact of Conflicts and the Refugee Crisis in the Middle East and North Africa.” IMF Staff Discussion Note 16/8, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Straus, S. 2012. “Wars Do End! Changing Patterns of Political Violence in Sub-Saharan Africa.” *African Affairs* 111/443: 179–201.
- Sundberg, R., and E. Melander. 2013. “Introducing the UCDP Georeferenced Event Dataset.” *Journal of Peace Research* 50 (4): 523–32.
- United Nations and World Bank. 2018. “Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict.” <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/28337>.
- UN Women. 2015. “Preventing Conflict, Transforming Justice, Securing the Peace: Global Study on the Implementation of United Nations Security Council Resolution 1325.” New York.
- World Bank. 2016. “An Assessment of Uganda’s Progressive Approach to Refugee Management.” World Bank, Washington, DC.
- . 2017. “Forcibly Displaced: Toward a Development Approach Supporting Refugees, the Internally Displaced, and their Hosts.” Washington, DC.
- World Food Programme. 2018. “Global Report on Food Crises.” Food Security Information Network. <https://www.wfp.org/content/global-report-food-crises-2018>.